

8

Commission permanente

Séance du 18 septembre 2023



Rapporteur : M. COULOMBEL

48485

36 - Logement

Habitat - Parc public - Aide à la production de logements sociaux

Le lundi 18 septembre 2023 à 14h17, les membres du Conseil départemental, régulièrement convoqués par M. CHENUT, Président, se sont réunis dans les locaux de l'Assemblée départementale, sous sa présidence.

Au moment du vote de la présente délibération,

Etaient présents : Mme ABADIE, Mme BIARD, Mme BILLARD, M. BOHANNE, M. BOURGEOUX, Mme BOUTON, Mme BRUN, M. CHENUT, M. COULOMBEL, Mme COURTEILLE, M. DE GOUVION SAINT-CYR, M. DELAUNAY, M. DÉNÈS, Mme DUGUÉPÉROUX-HONORÉ, Mme FAILLÉ, Mme FÉRET, Mme GUIBLIN, M. GUIDONI, M. HOUILLOT, Mme KOMOKOLI-NAKOAFIO, M. LAPAUSE, Mme LARUE, Mme LE FRÈNE, M. LE GUENNEC, M. LE MOAL, Mme LEMONNE, M. LENFANT, M. MARCHAND, M. MARTIN, M. MARTINS, Mme MERCIER, Mme MESTRIES, M. MORAZIN, Mme MORICE, M. PAUTREL, M. PERRIN, M. PICHOT, Mme QUILAN, Mme ROCHE, Mme ROGER-MOIGNEU, Mme ROUSSET, Mme ROUX, Mme SALIOT, M. SALMON, M. SOHIER, M. SORIEUX, M. SOULABAILLE, Mme TOUTANT

Absents et pouvoirs : M. BRETEAU (pouvoir donné à Mme FÉRET), Mme COURTIGNÉ (pouvoir donné à M. LE GUENNEC), M. GUÉRET (pouvoir donné à Mme BOUTON), M. HERVÉ (pouvoir donné à Mme ROUSSET), Mme MAINGUET-GRALL (pouvoir donné à Mme MESTRIES), Mme MOTEL (pouvoir donné à M. MORAZIN)

Après épuisement de l'ordre du jour, la séance a été levée à 16h05.

La Commission permanente

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 3211-2 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 301-5-2, L. 312-2-1 et L. 831-1 ;

Vu la convention de délégation de compétence pour l'attribution des aides publiques au logement 2018-2023, en date du 29 mai 2018 et l'avenant n° 1-2023 relatif aux objectifs et moyens initiaux pour l'année 2023, en date du 5 juillet 2023 ;

Vu la délibération de la Commission permanente en date du 24 février 2020 relative à l'évolution des dispositifs habitat pour la production de logements locatifs sociaux ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de pouvoirs à la Commission permanente ;

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 10 février 2023 relative au vote du budget primitif 2023 ;

Expose :

La politique habitat du Département d'Ille-et-Vilaine est ancrée dans les solidarités territoriales et humaines. Afin de répondre aux orientations du Plan départemental de l'habitat 2020-2025, tant dans son ambition de développer une offre diversifiée de logements que de participer à la dynamisation des centres villes et centres bourgs, les aides du Département ont été adaptées début 2020.

Pour cela, le Département dispose notamment de deux outils financiers pour développer la production de logements locatifs sociaux publics :

- des crédits délégués par l'Etat au Département dans le cadre d'une délégation de compétence des aides publiques au logement ;
- des financements sur fonds propres du Département attribués en complément.

Le Président du Conseil départemental est compétent pour accorder l'agrément des opérations de production de logements sociaux et il appartient à la Commission permanente d'autoriser l'engagement de fonds propres comme des crédits délégués sur les projets de logements locatifs.

Il est donc proposé d'autoriser l'engagement des crédits délégués par l'Etat, et fonds propres du Département pour un total de 517 421 €, pour le financement de trois opérations (29 Prêts locatif à usage social, 14 Prêts locatif aidé d'intégration, 15 Prêts locatif social, soient 58 logements), répartis de la manière suivante :

- 146 421 € au titre des crédits délégués par l'Etat,
- 371 000 € au titre des fonds propres du Département décomposés comme suit :
 - . 203 000 € au titre du Prêt locatif à usage social ;
 - . 168 000 € au titre du Prêt locatif aidé d'intégration.

Les logements en Prêt locatif social ne font pas l'objet de subvention tant de l'Etat que du Département. Toutefois, les opérations comportant à la fois des logements en Prêt locatif à usage social, en Prêts locatif aidé d'intégration et en Prêts locatif social font l'objet d'une décision d'agrément unique, d'où leur mention dans le décompte des logements.

Décide :

- d'attribuer, au titre des crédits délégués par l'Etat, trois subventions d'un montant total de 146.421 €, pour les projets de production de logements sociaux, détaillés dans le tableau joint en annexe ;

- d'attribuer, au titre des fonds propres du Département, six subventions d'un montant total de 371.000 €, pour les projets de production de logements sociaux au titre du Prêt locatif à usage social et du Prêt locatif aidé d'intégration, détaillés dans les tableaux joints en annexe.

Vote :

Pour : 54

Contre : 0

Abstentions : 0

En conséquence, la délibération est **adoptée à l'unanimité.**

Transmis en Préfecture le : 20 septembre 2023

ID : CP20231709

Pour extrait conforme